



## CTSD mardi 19 mai 2020 – déclaration liminaire FSU

Le déconfinement des établissements scolaires lancé au pas de charge par le Président de la république est avant tout une démarche politique guidée par des impératifs économiques. Le gouvernement a balayé d'un revers de la main certains avis du Conseil scientifique et les annonces du Ministre de l'Éducation Nationale ont souvent été contredites par le Premier Ministre ou le président occasionnant une véritable cacophonie gouvernementale particulièrement anxiogène pour la communauté éducative.

**Pour la FSU , depuis le début de la crise sanitaire, la priorité a toujours été la santé et la sécurité des personnels, des élèves et de leurs familles. Cette priorité constitue le préalable incontournable à tout retour dans les établissements. C'est pourquoi :**

- aucune réouverture n'est envisageable si les conditions sanitaires garantissant la santé et la sécurité des personnels et des élèves ne sont pas réunies ;
- après réouverture, aucune structure accueillant des élèves ne peut rester ouverte si les conditions sanitaires viennent à ne plus être garanties. **Le problème majeur qui commence à apparaître et auquel, Monsieur le DASEN, nous devons dès aujourd'hui avoir des garanties, porte sur la pérennité de la mise en place effective des conditions sanitaires dans les écoles et les établissements jusqu'au 4 juillet.**

Cette réouverture se fait dans un climat anxiogène pour tous, ce qui rend la reprise des cours et des apprentissages difficile. Chacun peut craindre légitimement qu'elle soit un accélérateur de contamination surtout lorsqu'elle se fait en l'absence du matériel adéquat, du manque de communication ou de l'absence de concertation dans le cadre de l'ensemble des instances consultatives. Ces craintes augmentent même lorsqu'apparaissent, ici ou là, certaines négligences ou amateurisme dans l'application rigoureuse du protocole national de sécurité sanitaire (réunions en plénière, injonction à faire du présentiel, absence de plan de circulation, consignes contradictoires sur le port du masque, etc.)

Cette réouverture s'est faite de manière précipitée et selon nous prématurée. Le Ministre de l'Éducation relayée au niveau académique par Madame la Rectrice, a décidé, en prenant le risque de refaire venir les élèves, de faire porter toute la responsabilité de la mise en œuvre des garanties de sécurité sanitaire et de la réorganisation pédagogique réalisée en urgence sur les acteurs de terrain exposant démesurément les directeurs d'écoles, les chefs d'établissement, les personnels d'éducation, d'enseignement et d'inspection, les personnels territoriaux et les élus des collectivités territoriales.

Cette crise sanitaire majeure a d'ailleurs mis en évidence les démissions successives de l'État employeur et garant du bon fonctionnement des services publics. L'État doit reprendre au plus vite la main à tous les niveaux et pour nous, dans l'éducation, en assurant dès maintenant les conditions optimales de la possibilité et de la réussite de la rentrée de septembre 2020.

Il est donc urgent que le département de l'Hérault obtienne de l'État les moyens nécessaires pour mettre en œuvre le plan massif d'investissement que nous demandons depuis longtemps dans les écoles et les collèges. Pour réussir la rentrée de septembre 2020 nous demandons dans l'immédiat :

Dans le 1<sup>er</sup> degré : annulation des suppressions de postes de RASED et diminution du nombre d'élèves par classe

Dans le 2<sup>nd</sup> degré : annulation des suppressions de postes et hausse du H/E fortement dégradé >>> baisse drastique du nombre d'élèves par classe

Ce plan est d'autant plus urgent qu'en septembre nous allons devoir mener un long travail de reconstruction des conditions de scolarisation, d'apprentissage et de réussite des élèves mais aussi et surtout du lien de confiance entre les élèves, leurs familles et le monde de l'école. Ce travail on le sait sera plus difficile encore, comme nous l'a confirmée l'expérience de l'enseignement à distance que nous avons connue, auprès des publics socialement et culturellement défavorisés et des élèves éprouvant parfois depuis longtemps des difficultés scolaires importantes.

Monsieur le Directeur académique, la FSU vous est reconnaissante d'avoir organisé ce CTSD exceptionnel comme nous vous l'avions demandé lors du précédent CDEN, la tenue de ce dernier trouverait d'ailleurs également tout son sens.